



Suriname

CARAIBES

CARIBBEAN

KM²

163 270



463 000

Indicateurs économiques

PNB par habitant
1 180 ECU (1993)

Exportations
76 796 000 ECU (1994)
bauxite 75%

Service de la dette /
exportations
na/nd

Indicateurs sociaux

Taux de croissance
de la population
1,76% (1995)

Taux de scolarisation
primaire
127,3% (1995)

Taux d'urbanisation
49,24% (1993)

Le Suriname est l'un des deux pays ACP d'Amérique du Sud, situé au nord-est du sous-continent, en bordure de l'Océan Atlantique. Indépendant en 1975, le pays a connu une longue période de régime autoritaire de 1980 à 1987. Le gouvernement actuel, élu démocratiquement, a été mis en place en 1991. De nouvelles élections devaient avoir lieu en 1996.

La politique économique menée dans les années 80 s'est traduite par une monnaie surévaluée, des activités économiques fortement contrôlées et réglementées, des déficits budgétaires et de l'endettement. Depuis 1992, le gouvernement s'efforce de mettre en oeuvre un programme d'ajustement structurel en vue d'éliminer les déséquilibres macro-économiques. Depuis la mi-1994 la politique économique a porté quelques fruits. Les réserves de la Banque centrale ont augmenté, l'équilibre budgétaire atteint en 1994, 1995 et prévu en 1996. Le taux de change de la monnaie nationale s'est apprécié.

Le Suriname a bénéficié de l'assistance de l'Union Européenne depuis la période du 1er Fonds Européen de Développement. De Lomé I à III, les secteurs de concentration de l'aide (plus de 60 millions d'écus d'aide programmée) ont principalement été le développement agricole et rural ainsi que les infrastructures.

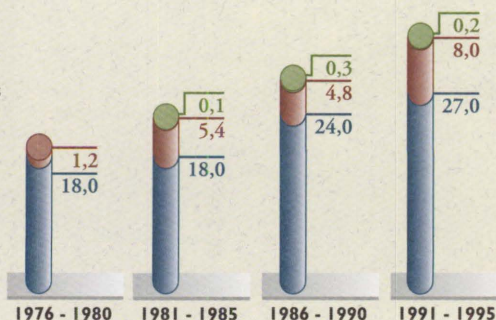
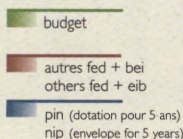
Les fonds du Programme Indicatif National (PIN) de Lomé IV (27 millions d'écus) sont pour l'essentiel consacrés aux infrastructures de base en soutien au secteur rural. Les projets financés portent particulièrement sur la réhabilitation des routes de la ceinture côtière du pays. Les ressources programmées de Lomé sont également destinées à appuyer le renforcement institutionnel et la mise en oeuvre d'un programme de microréalisations.

Parmi les autres actions financées sous Lomé IV, figurent notamment le financement des infrastructures touristiques et le renforcement du Centre de recherche sur le riz et, sur les ressources budgétaires de l'UE, à l'établissement d'un inventaire de l'écosystème de la forêt amazonienne du pays ainsi que l'assistance à la lutte contre le SIDA.

Le Suriname qui figure parmi les pays ACP exportateurs traditionnels de banane a bénéficié d'une subvention de 3,5 millions d'écus du système spécial d'assistance mis en place en 1994 pour améliorer la productivité et la qualité de ce secteur de production. En 1994, le Suriname devait bénéficier du financement Sysmin en raison de la baisse de ses exportations qui a entraîné une perte de recette. Un programme d'aide d'environ 20 millions d'Ecus est en cours de préparation pour les secteurs des télécommunications et de l'énergie.

FED + budget

dotations en millions d'écus
allocations in ECU million



développement rural/pêche
rural development/fishing

autres
others



Suriname

S

Economic indicators

GNP per capita
1 180 ECU (1993)

Exports
76 796 000 ECU (1994)
bauxite products 75%

Debt service / exports
na/nd

Social indicators

Population growth rate
1.76% (1995)

Primary schooling rate
127.3% (1995)

Urbanization rate
49,24% (1993)

Suriname is one of the two South American ACP countries, situated in the north-east of the sub-continent, bordering the Atlantic Ocean. After independence in 1975, the country experienced a long period under an authoritarian regime between 1980 and 1987. A democratically-elected government was set up in 1991. New elections are to be held in 1996.

The economic policy followed in the Eighties produced an over-valued currency, highly controlled and regulated activities, budget deficits and indebtedness. Since 1992, the government has attempted to implement a structural adjustment programme, to eliminate macro-economic imbalances. From mid-1994 onwards, the economic policy has been bearing some fruits. The foreign currency reserve at the Central Bank has been increased, a balanced budget for 1994/1995 has been achieved and is projected for 1996, and a surplus on the balance of payments can be noted. As a result, the exchange rate appreciated, followed by deflation during the second half of 1995.

Suriname has benefited from European Union aid since the first European Development Fund. Under Lomé I to III, assistance (more than ECU 60 million of programmed aid) was mainly concentrated on agricultural and rural development, as well as infrastructures.

The National Indicative Programme (NIP) funds of Lomé IV (ECU 27 million) are mainly used for infrastructure supportive to the rural sector. Financed projects mainly concern road rehabilitation in the country's coastal belt. Programmed resources are also designed to support institutional strengthening and the implementation of a micro-projects programme.

The most notable other actions financed under Lomé IV concern the financing of a Suriname Tourism Programme, the strengthening of the country's Rice Research Centre, and (from the EU's budget resources), an assessment of the country's Amazon rain forest ecosystem.

Under the special system of assistance to ACP traditional banana producers introduced in 1994, Suriname's banana sector has benefited from an ECU 3.5 million grant to improve productivity and quality.

During 1994, an assessment was made of Suriname's eligibility for Sysmin funding, due to losses in earnings from bauxite exports. Project dossiers totalling some ECU 20 million are now being prepared in the telecommunications and energy sectors.

FED
EDF

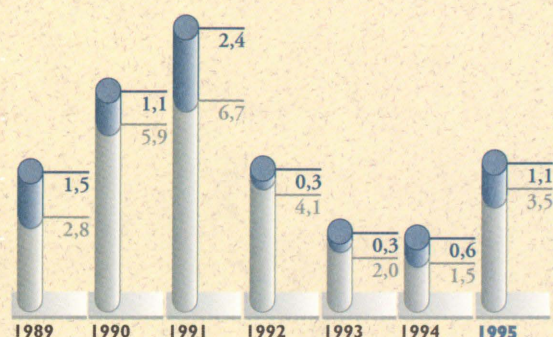
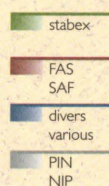
répartition sectorielle du PIN
en % de la dotation totale
sectorial breakdown of NIP
% of the total envelope

20



FED
EDF 4-5-6-7

paiement par instrument
payments by instrument





Swaziland

AFRIQUE AUSTRALE

SOUTHERN AFRICA

KM²

17 360



950 000

Indicateurs économiques

PNB par habitant
1 190 ECU (1993)

Exportations
22 207 000 ECU (1994)
sucre
pâte à bois

Service de la dette /
exportations
3,82% (1993)

Indicateurs sociaux

Taux de croissance
de la population
2,75% (1995)

Taux de scolarisation
primaire
108,9% (1995)

Taux d'urbanisation
29,28% (1993)

Indépendant depuis 1968, le Swaziland est un petit pays enclavé et montagneux, bordé par la République Sud-africaine et le Mozambique. Membre de l'Union Douanière d'Afrique Australe (SACU) et de la Zone Monétaire Commune (CMA), le Swaziland est traditionnellement dépendant de l'Afrique du Sud pour le commerce et l'emploi.

L'économie du pays repose essentiellement sur les activités agro-forestières caractérisées par un double système de gestion des terres avec, d'une part, un secteur commercial hautement développé sur des terres détenues par des propriétaires non-nationaux et privés, et d'autre part, un petit secteur de semi-subsistance à faible rendement géré par de petits propriétaires. En raison de son économie ouverte de petite taille, le Swaziland est particulièrement vulnérable aux fluctuations des prix des produits de base et des échanges commerciaux avec l'Afrique du Sud, ainsi qu'aux conditions climatiques.

L'aide européenne sous les quatre Conventions de Lomé (84,1 millions d'écus d'aide programmée au total), s'est largement concentrée sur le soutien au développement rural, à l'éducation et à la formation professionnelle, aux infrastructures de transport et aux microprojets reposant sur la participation des communautés de base. Sous Lomé IV, le principal projet à mettre en œuvre dans le cadre du Programme Indicatif National (28,1 millions d'écus au total) concerne un projet d'infrastructure de 10 millions d'écus. Celui-ci porte sur l'amélioration et la prolongation de 8 km de la route Matsapha-Manzini, achevée en 1995. D'autres actions du Programme Indicatif National comprennent un appui au renforcement institutionnel, la réhabilitation de barrages de terre, des projets d'adduction d'eau, et le soutien au secteur de l'enseignement en faveur de l'Université du Swaziland et de l'Institut de la Formation Professionnelle.

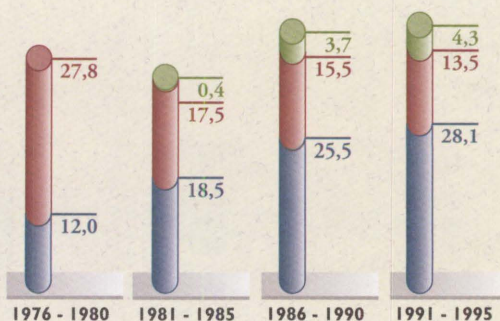
Le commerce avec l'Union européenne est d'une importance majeure pour le Swaziland et représente 35% des exportations totales du pays. Les Protocoles commerciaux spéciaux de Lomé sur le sucre et la viande bovine peuvent rapporter annuellement au Swaziland respectivement 50 millions d'écus et entre 5 à 10 millions d'écus, si le pays parvient à remplir ses quotas d'exportation vers le marché européen.

Le Swaziland offre, par ailleurs, un climat stable et favorable aux investissements. Sous Lomé IV, la Banque Européenne d'Investissement intervient par le biais de capitaux à risques en faveur de la Société de Développement Industriel du Swaziland (8,5 millions d'écus) et de l'Association des producteurs de Sucre du Swaziland (4,5 millions d'écus).

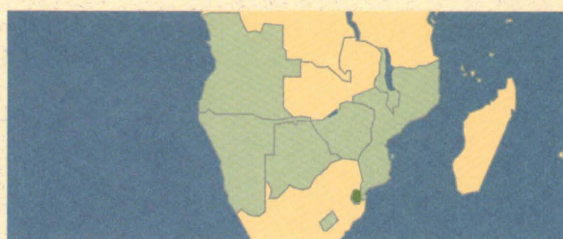
FED + budget

dotations en millions d'écus
allocations in ECU million

budget
autres fed + bei
others fed + eib
pin (dotation pour 5 ans)
nip (envelope for 5 years)



développement rural/pêche
rural development/fishing
transport et communications
transport and communications
secteurs sociaux
social sectors
autres
others



Swaziland **S**

Economic indicators

GNP per capita
1 190 ECU (1993)

Exports
22 207 000 ECU (1994)
sugar
woodpulp

Debt service / exports
3.82% (1993)

Social indicators

Population growth rate
2.75% (1995)

Primary schooling rate
108.9% (1995)

Urbanization rate
29,28% (1993)

Independent since 1968, Swaziland is a small landlocked country bordered by the Republic of South Africa and Mozambique. As a member of the Southern Africa Customs Union (SACU) and the Common Monetary Area (CMA), Swaziland has traditionally been dependent on South Africa for trade and employment.

The country's economy is largely based on agroforestry activities under a dualistic land tenure system: on the one hand, a highly developed commercial sector based on foreign and privately owned land and, on the other, a small semi-subsistence low production smallholder sector. As a small open economy, Swaziland is vulnerable to fluctuations in commodity prices, trade flows with South Africa and climatic conditions.

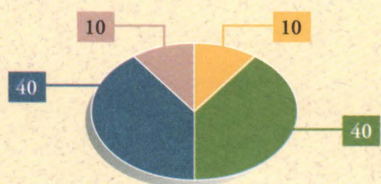
European assistance under the four Lomé Conventions (a total of ECU 84.1 million of programmed aid), has largely concentrated on support for rural development, education and vocational training, transport and community-based microprojects schemes. Under Lomé IV, the largest project to be funded within the ECU 28.1 million National Indicative Programme is an ECU 10 million infrastructure project which upgraded and expanded 8km of the Matsapha-Manzini highway and was completed in 1995. Other activities include institutional strengthening, rural dam rehabilitation, water supply projects and support to the education sector at the University of Swaziland and the Vocational Training Institute.

Trade with the European Union is extremely important to Swaziland and accounts for 35% of Swazi exports. The special Lomé Protocols on Sugar and Beef can provide annually ECU 50 million and ECU 5 to 10 million respectively, depending on the extent to which the country can fulfil its export quotas to the European market.

Swaziland offers a stable and attractive climate for investment. Under Lomé IV, the European Investment Bank is currently providing risk capital to the Swaziland Industrial Development Company (ECU 8.5 million) and to the Swaziland Sugar Association (ECU 4.5 million).

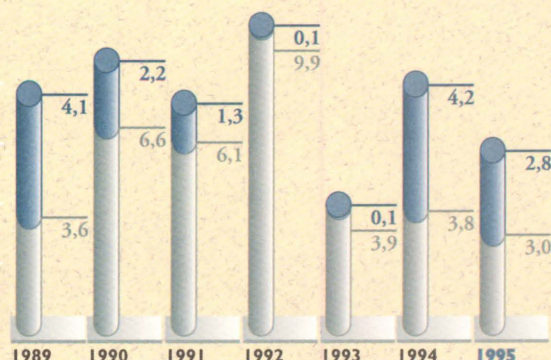
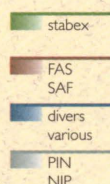
FED
EDF

répartition sectorielle du PIN
en % de la dotation totale
sectoral breakdown of NIP
% of the total envelope



FED
EDF 4-5-6-7

paiement par instrument
payments by instrument





Tanzania

AFRIQUE DE L'EST ET
CORNE DE L'AFRIQUE

EASTERN AFRICA AND
HORN OF AFRICA

KM² 945 090

30 337 200

Indicateurs économiques

PNB par habitant
90 ECU (1993)

Exportations
331 859 000 ECU
(1994)
coton 20%
café 16%

Service de la dette /
exportations
25,13% (1993)

Indicateurs sociaux

Taux de croissance
de la population
1,96% (1995)

Taux de scolarisation
primaire
69% (1995)

Taux d'urbanisation
22,96% (1993)

Suite à l'indépendance du Tanganyika en 1961, la République Unie de Tanzanie a été instituée en 1964 par la réunion du Tanganyika et de l'île de Zanzibar (700 000 habitants). La Tanzanie a dû faire face aux handicaps que sont sa grande dépendance à l'égard des produits agricoles traditionnels et de fréquentes sécheresses. Après l'échec relatif de la politique africaine socialiste menée dans les années 1960 et 1970, le programme de réformes lancé en 1986 est progressivement parvenu à stabiliser la situation économique, et à encourager le secteur privé. Les élections parlementaire et présidentielle multipartites ont eu lieu en octobre 1995. Le CCM, le parti au pouvoir depuis 30 ans, les remporta. Un nouveau président, Benjamin Mkapa, a été élu. Il a pris ses fonctions en novembre 1995, en remplacement de M. Hassan Mwinyi, en poste depuis 1985. Au parlement l'opposition détient 20% des sièges.

Amorcée en 1974, la coopération UE-Tanzanie s'est d'abord et principalement concentrée sur le développement agricole et rural, les transports, le renforcement institutionnel et les infrastructures. Dans le cadre de la Convention de Lomé IV, l'aide à l'ajustement structurel, (103,4 millions d'écus de 1992 à 1994) fournie pour le soutien aux réformes macro économiques de la Tanzanie, est devenue un élément important du programme d'assistance communautaire, outre le Programme Indicatif National (PIN) de 185 millions d'écus qui comporte plusieurs projets en matière de transport cofinancés avec les fonds du Programme Indicatif Régional (PIR), pour améliorer les liaisons par route et rail à l'intérieur et avec les pays enclavés voisins tels que le Rwanda, le Burundi, le Zaïre et l'Ouganda. Parmi les autres actions financées sur le PIN, on trouve également l'appui à la conservation de l'environnement, aux télécommunications, au renforcement institutionnel (incluant la formation), aux microprojets, recherche agricole et à l'organisation des élections. Des projets de soutien à la lutte contre le SIDA ainsi que de sa prévention. En 1995, une allocation supplémentaire de 19 millions d'écus a été attribuée à la Tanzanie dans le cadre de son PIN. L'aide au secteur agricole provient en grande partie du Stabex – plus de 50 millions d'écus au cours de Lomé IV – et est principalement axée sur la filière café, qui est une source importante de revenus en devises.

Des actions plus modestes, mais néanmoins significatives, ont été lancées avec des fonds provenant du budget de l'Union européenne: plusieurs projets cofinancés avec des ONG, actions concernant la recherche/planification en matière de conservation et de protection de la nature et près de 12 millions d'écus d'aide alimentaire, à la suite de la sécheresse qui a affecté la région en 1992.

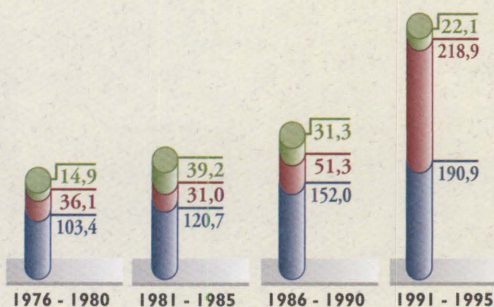
En 1994, de substantielles aides d'urgence par ECHO ont été allouées pour faire face à l'afflux de réfugiés du Rwanda et du Burundi.

En outre, près de 54 millions d'écus ont été engagés par la Banque Européenne d'Investissement au titre des capitaux à risques, en faveur du secteur privé, de l'infrastructure portuaire et de l'énergie ainsi que du schéma hydroélectrique de Kihansi.

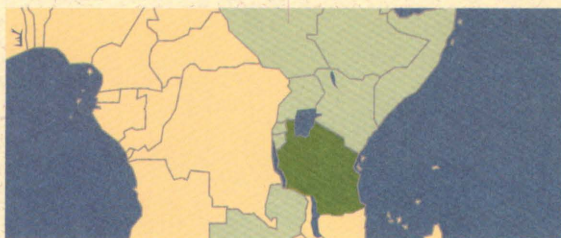
FED + budget

dotations en millions d'écus
allocations in ECU million

budget
autres fed + bei
others fed + eib
pin (dotation pour 5 ans)
nip (envelope for 5 years)



environnement
environment
développement rural/pêche
rural development/fishing
transport et communications
transport and communications
développement minier et industriel/PME
mine and industry development/SME's
secteurs sociaux
social sectors
autres
others



Tanzania



Economic indicators

GNP per capita
90 ECU (1993)

Exports
331 859 000 ECU
(1994)
cotton 20%
coffee 16%

Debt service / exports
25.13% (1993)

Social indicators

Population growth rate
1.96% (1995)

Primary schooling rate
69% (1995)

Urbanization rate
22.96% (1993)

Following the independence of Tanganyika in 1961, the United Republic of Tanzania was established in 1964, through the union of Tanganyika, with the islands of Zanzibar (700 000 inhabitants). Tanzania has been handicapped by its heavy reliance on traditional agricultural products and frequent drought. After the relative failure of policies of African Socialism in the 1960s and 1970s, a programme of economic reforms was launched in 1986. This has progressively stabilised the economy and encouraged private sector activity. Multiparty elections for Parliament and Presidency were held in October 1995, resulting in victory for CCM, the ruling "single" party for the past 30 years. Opposition parties will hold 20% of parliamentary seats. Benjamin Mkapa was inaugurated as the new President in November 1995, succeeding Ali Hassan Mwinyi, President since 1985.

EU-Tanzania cooperation began in 1974, concentrating mainly on agriculture and rural development, transport, institutional strengthening and social infrastructures. Under the Lomé IV Convention, 'structural adjustment' support for Tanzanian macroeconomic reforms (ECU 103.4 million provided from 1992 to 1994) has become a major element in the Community's Programme in addition to the National Indicative Programme (NIP) allocation of ECU 185 million for project aid. The NIP includes several transport projects to improve road and rail links, both within the Country, and to neighbouring landlocked countries – Rwanda, Burundi, Zaïre and Uganda –, the latter co-financed from Regional Indicative Programme resources. Other actions include support for environmental conservation, telecommunications, institutional strengthening and training, organisation of the elections, microprojects, agricultural research and AIDS prevention and control. During 1995, a supplementary allocation of ECU 19 million was made to the Tanzania NIP. Assistance to agriculture comes mostly from Stabex (over ECU 50 million under Lomé IV) and is focused primarily on the coffee sector which is a major source of foreign exchange earnings.

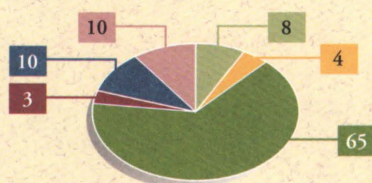
Smaller, but significant actions, have also been launched from the EU budget: several NGO co-financed projects in various parts of the country, environment conservation/protection, research and rehabilitation projects and almost ECU 12 million of food aid following the regional drought in 1992.

Substantial emergency aid funds have been provided through ECHO to assist in managing the influx of refugees from Rwanda and Burundi during 1994, and also budget funds to rehabilitate infrastructure serving the refugee-affected areas.

Moreover, over ECU 54 million have been approved by the European Investment Bank in the form of risk capital for onlending to the private sector, port infrastructure, and Kihansi Hydroelectric scheme.

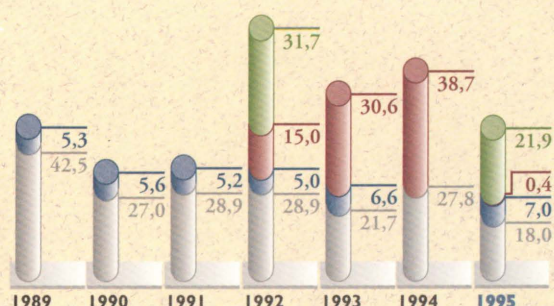
FED
EDF

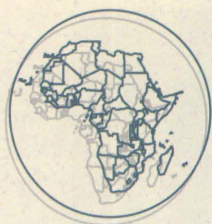
répartition sectorielle du PIN
en % de la dotation totale
sectoral breakdown of NIP
% of the total envelope



FED
EDF 4-5-6-7

paiement par instrument
payments by instrument





Tchad

AFRIQUE SAHELIENNE ET
OCCIDENTALE COTIERE

SAHELIAN AND COSTAL
WESTERN AFRICA

KM² 1 284 000

6 361 000

Indicateurs économiques

PNB par habitant
210 ECU (1993)

Exportations
56 354 000 ECU (1994)
coton 47%

Service de la dette /
exportations
7,4% (1993)

Indicateurs sociaux

Taux de croissance
de la population
2,37% (1995)

Taux de scolarisation
primaire
57% (1995)

Taux d'urbanisation
21,04% (1993)

Le Tchad est un pays charnière entre le Sahel et l'Afrique centrale, totalement enclavé dont la population vit surtout en zone rurale. C'est l'un des pays les plus structurellement pauvres du monde mais dont les ressources du sol et surtout du sous-sol sont considérables. Confronté à une multitude de contraintes d'ordre géographique (enclavement), climatique (désertification) et économique (exiguïté du marché national et dominance du secteur du coton), le Tchad dispose toutefois de potentialités sur lesquelles il peut appuyer son développement futur: que ce soit dans l'agriculture ou bien dans les ressources de son sous-sol.

Depuis son indépendance en 1960, le Tchad a connu une grande instabilité politique avec des guerres civiles et des changements multiples de gouvernement. La situation actuelle laisse espérer que le Tchad retrouve la voie de la réconciliation nationale et de la normalisation de la vie institutionnelle.

La coopération entre le Tchad et l'Union européenne date du premier FED (1958). L'essentiel de l'aide a été consacré au développement rural et aux infrastructures routières, les autres secteurs d'intervention étant la santé et l'éducation.

Le Programme Indicatif National (PIN) de Lomé IV – 101,5 millions d'écus – met également l'accent sur les infrastructures routières (48%), afin de contribuer au désenclavement du Tchad dans sa dimension nationale et régionale. Le secteur social, avec les projets d'hydraulique villageoise, de santé et d'éducation, reçoit 35% du PIN. D'autres actions concernent l'environnement, l'élevage, les ressources halieutiques et les microréalizations.

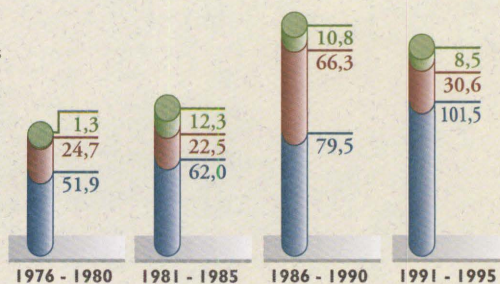
Par ailleurs, dans le cadre de l'appui à l'ajustement structurel et au titre du Stabex coton, le pays s'est vu octroyer par la Communauté européenne, respectivement 16,7 millions d'écus et 11 millions d'écus, prélevés dans les ressources du 7ème FED. Parallèlement, 13,6 millions d'écus ont été prévus pour des interventions de la Banque Européenne d'Investissement (BEI) au titre des capitaux à risques.

Depuis 1976, 82 actions menées par des ONG ont été financées (près de 9 millions d'écus), notamment dans les domaines de la santé, de la production agricole et de l'hydraulique villageoise. L'Union européenne participe aussi au programme de lutte contre le SIDA établi par le Gouvernement tchadien en liaison avec l'Organisation Mondiale de la Santé.

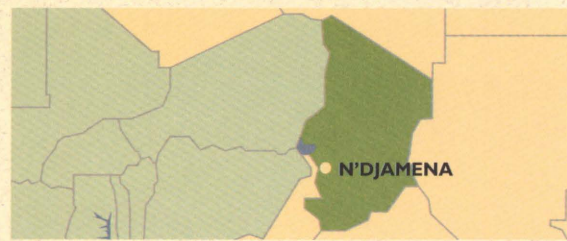
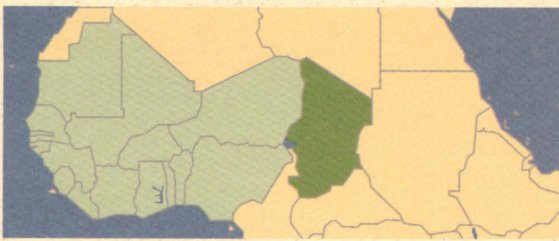
FED + budget

dotations en millions d'écus
allocations in ECU million

budget
autres fed + bei
others fed + eib
pin (dotation pour 5 ans)
nip (envelope for 5 years)



environnement
environment
développement rural/pêche
rural development/fishing
transport et communications
transport and communications
secteurs sociaux
social sectors
autres
others



Economic indicators	
GNP per capita	210 ECU (1993)
Exports	56 354 000 ECU (1994)
cotton	47%
Debt service / exports	7.4% (1993)
Social indicators	
Population growth rate	2.37% (1995)
Primary schooling rate	57% (1995)
Urbanization rate	21.04% (1993)

Chad is a completely landlocked country between the Sahel and Central Africa where the population lives predominately a rural life. It is one of the structurally poorest countries in the world but with a considerable potential agriculture and oil resources. Confronted with a multitude of constraints of a geographical (land locking), climatic (desertification) and economic (smallness of the national market, dominance of the cotton sector) nature, Chad does have, nevertheless, potential for development whether this be in agriculture or its underground resources.

Since its independence in 1960, Chad has experienced a period of considerable political instability resulting in civil wars and many changes of government. The current situation gives hope that Chad will find the route to national reconciliation and normalise institutional life.

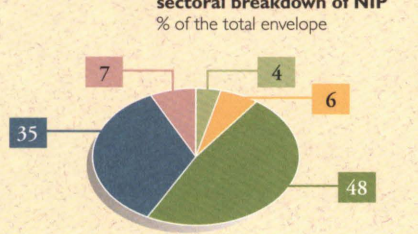
Cooperation between Chad and the European Union dates from the first EDF (1958). The biggest part of the aid was dedicated to rural development and road infrastructure, other sectors of intervention being health care and education.

The Lomé IV National Indicative Programme (NIP) – ECU 101.5 million – likewise prioritises on road infrastructure (48%) with a view to un-landlocking Chad on a national and regional scale. The social sector receives 35% of NIP for village hydraulic projects, health care and education. Other actions concentrate on the environment, livestock rearing, existing natural water resources and micro-projects.

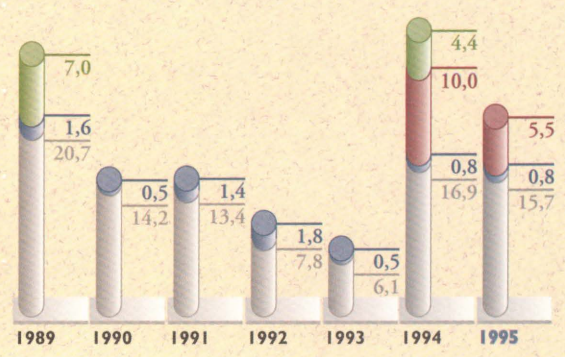
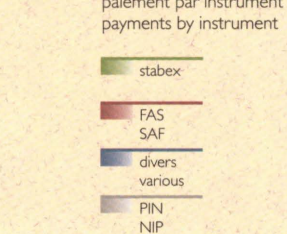
Moreover, within the Structural adjustment framework and under Stabex financing to cotton, the country has benefited respectively ECU 16.7 million and ECU 11 million from EDF 7. At the same time, ECU 13.6 million may be made available through European Investment Bank (EIB) intervention in the form of risk capital.

Since 1976, 82 projects led by NGOs have been financed (almost ECU 9 million), notably in the fields of health care, agricultural production and village hydraulics. The European Union also participates in a programme established by the Chad Government and the World Health Organisation against the spread of AIDS.

FED EDF répartition sectorielle du PIN en % de la dotation totale sectorial breakdown of NIP % of the total envelope



FED EDF 4-5-6-7 paiement par instrument payments by instrument





Togo

AFRIQUE SAHELIENNE ET
OCCIDENTALE COTIERE

SAHELIAN AND COSTAL
WESTERN AFRICA

KM² 56 790

4 138 000

Indicateurs économiques

PNB par habitant
340 ECU (1993)

Exportations
169 535 000 ECU
(1994)
phosphate 20%
coton 2%

Service de la dette /
exportations
8,48% (1993)

Indicateurs sociaux

Taux de croissance
de la population
3,19% (1995)

Taux de scolarisation
primaire
110,6% (1995)

Taux d'urbanisation
29,88% (1993)

En bordure du Golfe de Guinée, le Togo s'étire en longueur entre le Ghana et le Bénin jusqu'au Burkina Faso. Le pays est soumis à des conditions climatiques variées et diversifiées allant du type subéquatorial au type soudanien au nord.

Dès l'indépendance acquise en 1960, le Togo connaît deux décennies de relative stabilité politique favorisée par une conjoncture économique prospère et une croissance largement fondée sur l'investissement public. Cependant, la conjugaison de plusieurs facteurs politiques et économiques internes et externes (détérioration des termes de l'échange, sécheresse, augmentation de la charge de la dette, chocs pétroliers), conduit le pays dans une grave crise économique et financière. Le recours depuis 1983 à une série de plans d'ajustement structurel est apparu alors nécessaire.

Aujourd'hui l'économie togolaise repose sur un secteur agricole diversifié (cultures vivrières et de rente, surtout coton), sur des exportations de phosphate et sur le commerce informel avec le Nigéria. Elle se heurte cependant aux problèmes dérivés de la petite taille du pays, d'une pression démographique forte, et de la dépendance de l'aide extérieure.

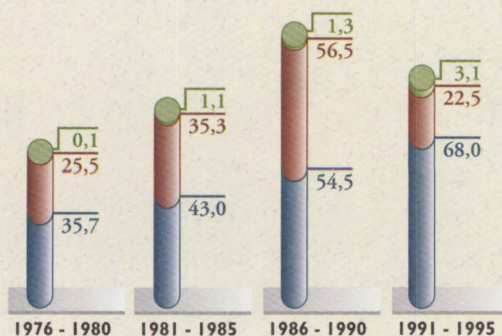
Une longue crise politique s'est amorcée suite à l'interruption du processus de démocratisation engagé en 1991. Ce blocage politique a conduit à un exode de la population vers les régions de l'intérieur et les pays frontaliers, à une grève générale de dix mois ainsi qu'à la suspension de la coopération de l'ensemble des partenaires et de l'Union européenne depuis 1992, avec le gel des nouveaux programmes, excepté ceux à vocation humanitaire. De ce fait, le Programme Indicatif National de Lomé IV (68 millions d'écus), axé prioritairement sur le développement rural, les infrastructures et les ressources humaines, n'a connu qu'un très faible début d'exécution. Les interventions au titre de l'appui à l'ajustement structurel et celles prévues sur les capitaux à risques gérés par la BEI n'ont pas eu lieu.

Certains progrès vers la démocratisation ont constatés depuis qu'un Gouvernement répondant à l'arithmétique parlementaire, mais dominé par l'ex-parti unique RPT, a obtenu son investiture à l'Assemblée Nationale en juin 1994. Début 1995, la Commission a repris sa coopération de façon progressive et graduelle par la réactivation de financements visant particulièrement l'amélioration des conditions de vie du peuple togolais (secteurs de l'éducation, de la santé, des microréalisations en milieu rural). Bien que des progrès vers une réconciliation nationale effective (accord souscrit avec le HCR en août 1995 pour l'établissement d'un plan rapatriement volontaire des réfugiés) et vers la normalisation du dialogue politique interne se sont amorcés, des retards très importants subsistent encore dans des domaines concernant l'édification d'un réel Etat de droit (mise en place des Institutions constitutionnelles, garantie de l'indépendance des pouvoirs).

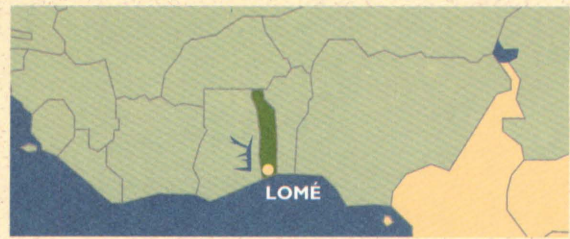
FED + budget EDF

dotations en millions d'écus
allocations in ECU million

budget
autres fed + bei
others fed + eib
pin (dotation pour 5 ans)
nip (envelope for 5 years)



développement rural/pêche
rural development/fishing
transport et communications
transport and communications
secteurs sociaux
social sectors
ajustement structurel et appui à la
balance des paiements
structural adjustment and balance
of payments support
autres
others



Economic indicators	
GNP per capita	340 ECU (1993)
Exports	169 535 000 ECU (1994)
phosphate	20%
cotton	2%
Debt service / exports	8.48% (1993)
Social indicators	
Population growth rate	3.19% (1995)
Primary schooling rate	110.6% (1995)
Urbanization rate	29.88% (1993)

Running alongside the Gulf of Guinea, Togo stretches lengthways between Ghana and Benin and is closed in on the other side by Burkina Faso. The country is subject to diverse climatic conditions, from the sub-equatorial to a Sudanese-type climate in the north.

After independence in 1960, Togo experienced two decades of relative political stability, aided by a prosperous economy and growth largely based on public investment. A combination of several internal and external political as well as economic factors, however, (deterioration of terms of trade, drought, increased debt burden, oil crises), led the country into a serious economic and financial crisis. Togo was therefore obliged, from 1983 onwards, to make a series of structural adjustment plans.

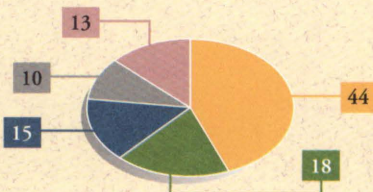
The Togolese economy relies on a diverse agricultural sector (cash crops especially cotton and food crops), on phosphate exports and its informal trade with Nigeria. The fundamental problems with the country, though, are without doubt linked to its smallness, a demographic pressure that makes real progress difficult and its dependency on external aid.

In addition to this, a long-running political crisis has resulted from the interruption of the democratisation process begun in 1991. This political deadlock has led to an exodus of the population towards the regions and countries on Togo's borders to a ten-month-long general strike, as well as the suspension of cooperation by all its partners and the European Union since 1992, with the freezing of new programmes, apart from humanitarian aid. Thus, the National Indicative Programme of Lomé IV (ECU 68 million), whose priority targets were rural development, infrastructures and human resources, could barely be started. Foreseen structural adjustment support and EIB risk capital allocations did not take place.

Some progress towards democratisation has been noted since the present Government was invested in the National Assembly in 1994, although still dominated by the former single party, the RPT. Since the beginning of 1995, the Commission has progressively and gradually restored cooperation, with financing in particular going to projects which improve living conditions of the Togo's population (education, health, microprojects in rural areas). Although some progress towards national reconciliation and normalisation of the internal political dialogue is underway, there are still significant delays in establishing a real situation of law and order (setting up of institutions and guarantees of the separation of powers).

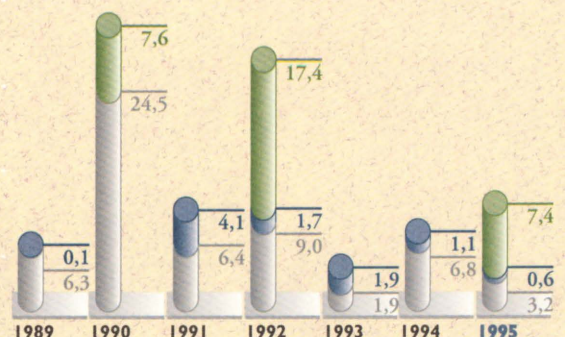
FED
EDF

répartition sectorielle du PIN
en % de la dotation totale
sectorial breakdown of NIP
% of the total envelope



FED
EDF 4-5-6-7

paiement par instrument
payments by instrument





Tonga

PACIFIQUE

PACIFIC

KM² 750
 99 000

Indicateurs économiques

PNB par habitant
1 530 ECU (1993)

Exportations
1 143 000 ECU (1994)
 citrouille 60%
 vanille 23%

Service de la dette /
exportations
3,4% (1993)

Indicateurs sociaux

Taux de croissance
de la population
1,02% (1995)

Taux de scolarisation
primaire
na/nd

Taux d'urbanisation
38,7% (1993)

Monarchie constitutionnelle établie depuis 1875, Tonga est devenue indépendante en 1970. Le pays est constitué de 3 groupes d'îles (Tongatapu, Ha'apai et Vava'u), environ 150 au total, et ses eaux territoriales sont estimées à plus de 362 000 km².

L'économie est dominée par le secteur agricole. L'envoi de fonds par les émigrés représente une importante source de revenus à côté de l'aide extérieure. Ces dernières années, les exportations de citrouilles et de vanille, ont compensé le déclin des exportations traditionnelles (noix de coco et bananes).

L'aide de l'Union européenne a débuté en 1975 sous la Convention de Lomé I. Les fonds programmés sous Lomé I, II et III (14 millions d'écus) ont été principalement orientés vers l'infrastructure portuaire (quais), les pêcheries (construction de petits bateaux, ports de pêche, actions de marketing, installations frigorifiques) et un programme intégré de développement rural dans les îles Vava'u destiné à doter la région d'une infrastructure de base (routes, éducation, santé, marketing, installations de quarantaine, appui institutionnel).

Tonga a également bénéficié d'aides non-programmées, telles que des transferts Stabex (10 millions d'écus, notamment pour les huiles de coco et de coprah) et des aides d'urgence allouées à la suite de cyclones et d'un tremblement de terre.

Sous Lomé IV, la majeure partie du Programme Indicatif National (PIN) de 6 millions d'écus est attribuée à la région Vava'u, faisant ainsi de l'Union européenne le premier donateur de la région. Un projet urbain pour Neiafu, permettra d'améliorer l'infrastructure de cette ville, capitale de Vava'u (réfection des routes et des égouts, construction d'un marché, approvisionnement en eau, installations sanitaires, préservation des sites naturels et historiques, aménagement des côtes). Un programme pluriannuel de microprojets reposant sur la participation des communautés locales (0,5 million d'écus) financera des infrastructures de base dans les zones rurales.

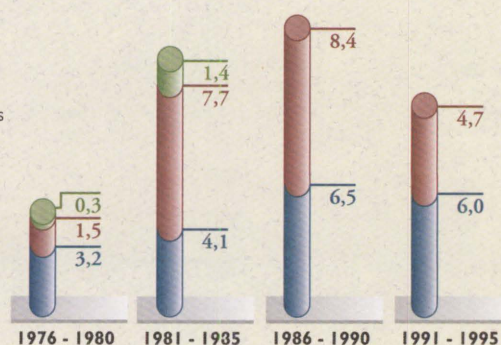
Les transferts Stabex au titre de Lomé IV (2 millions d'écus) sont destinés à renforcer la diversification des exportations agricoles.

En outre, au titre des ressources gérées par la Banque Européenne d'Investissement (BEI), 2 millions d'écus ont déjà été engagés en faveur des petites et moyennes entreprises.

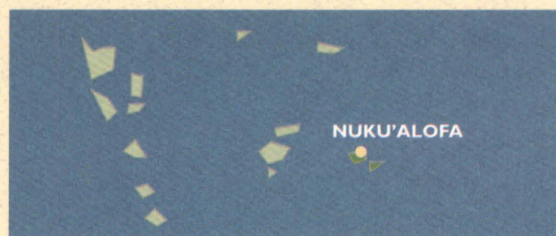
FED + budget

dotations en millions d'écus
allocations in ECU million

budget
 autres fed + bei
others fed + eib
 pin (dotation pour 5 ans)
nip (enveloppe for 5 years)



secteurs sociaux
social sectors
 autres
others



Tonga



Economic indicators

GNP per capita
1 530 ECU (1993)

Exports
1 143 000 ECU (1994)
squash 60%
vanilla 23%

Debt service / exports
3.4% (1993)

Social indicators

Population growth rate
1.02% (1995)

Primary schooling rate
na/nd

Urbanization rate
38.7% (1993)

A constitutional monarchy since 1875, Tonga became independent in 1970. The country consists of 3 main groups of islands (Tongatapu, Ha'apai and Vava'u), in all about 150, with territorial waters estimated at over 362 000 km².

The economy is dominated by the agricultural sector. In recent years, exports of squash (pumpkin) and vanilla have compensated for the decline in traditional exports (coconut products and bananas). Remittances from emigrants represent an important source of income, as is external aid.

European assistance began in 1975 under the Lomé I Convention. Funds programmed under Lomé I, II and III (ECU 14 million) were directed principally towards port infrastructure (wharves), fisheries (construction of small boats, fishery harbours, marketing and cold-storage facilities) and an integrated rural development programme in the Vava'u group of islands aimed at providing the region with basic infrastructure (roads, education, health, marketing and quarantine facilities, strengthening of institutions).

Tonga has also received non-programmable funds, such as Stabex transfers (ECU 10 million for copra and coconut oil in particular) and emergency aid following cyclones and an earthquake.

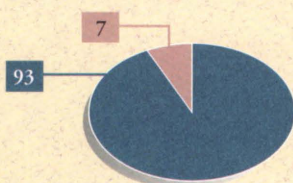
Under Lomé IV, the bulk of the ECU 6 million National Indicative Programme (NIP) is devoted to the Vava'u region, making the European Union the major donor in the region. An urban project will improve facilities in the town of Neiafu, capital of Vava'u (road upgrading, drainage, market construction, water supply, sanitation, natural and historical sites preservation, foreshore development). A multi-annual microproject programme (ECU 0.5 million) will fund basic rural infrastructure with the involvement of local communities.

Stabex transfers under Lomé IV (ECU 2 million) are destined for strengthening the agriculture export diversification.

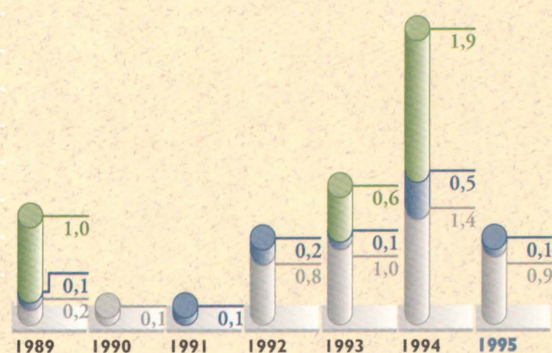
Moreover, ECU 2 million has already been committed from the resources managed by the European Investment Bank (EIB) to small and medium sized enterprises.

FED
EDF

répartition sectorielle du PIN
en % de la dotation totale
sectorial breakdown of NIP
% of the total envelope

FED
EDF

4-5-6-7

paiement par instrument
payments by instrument



Trinidad and Tobago

CARAIBES

CARIBBEAN

KM²

5 130



1 305 000

Indicateurs économiques

PNB par habitant
3 830 ECU (1993)

Exportations
172 473 000 ECU
(1994)
pétrole et produits
pétroliers 82%

Service de la dette /
exportations
na/nd

Indicateurs sociaux

Taux de croissance
de la population
1,01% (1995)

Taux de scolarisation
primaire
96,6% (1995)

Taux d'urbanisation
70,72% (1993)

Formé de deux îles à l'extrême sud de la Mer des Caraïbes, Trinité et Tobago a une population concentrée sur la principale île de Trinité et caractérisée par une diversité culturelle parmi les plus grandes au monde. Le pays est indépendant depuis 1962 et bénéficie d'un régime démocratique parlementaire.

La production pétrolière, secteur-clé de l'économie, a fait la prospérité du pays dans les années 70 et au début de la décennie 1980, mais la baisse des cours mondiaux et de la production nationale ces 15 dernières années ont entraîné une chute des revenus pétroliers. Cette situation, a amené le gouvernement issu des élections de 1991 à adopter, en 1992, des réformes structurelles.

Sous Lomé I, II et III, Trinité et Tobago a bénéficié d'une allocation globale de plus de 35 millions d'écus d'aide programmée pour divers projets dans les secteurs de l'approvisionnement en eau, de l'infrastructure routière, de l'équipement industriel, du développement rural, de la promotion du tourisme et du commerce ainsi que du développement des ressources humaines.

En ce qui concerne les ressources programmables disponibles sous Lomé IV, les fonds du Programme Indicatif National (PIN) s'élèvent à 18,1 millions d'écus, auxquels s'ajoutent 6,2 millions d'écus au titre de la Facilité d'Ajustement Structurel (FAS). Suite à une redéfinition des priorités de développement par le nouveau gouvernement, les PIN de Lomé III et IV ont été renégociés en 1993, ce qui a permis de relancer la mise en œuvre des projets. Les nouveaux programmes des PIN révisés portent sur la réhabilitation du réseau routier, l'appui à l'ajustement structurel (en complément aux ressources de la FAS), ainsi que sur le soutien à trois programmes concernant la formation et l'accès au crédit de jeunes agriculteurs, le développement des petites entreprises et l'électrification en milieu rural. Tous ces projets ont été rapidement adoptés et sont actuellement en cours.

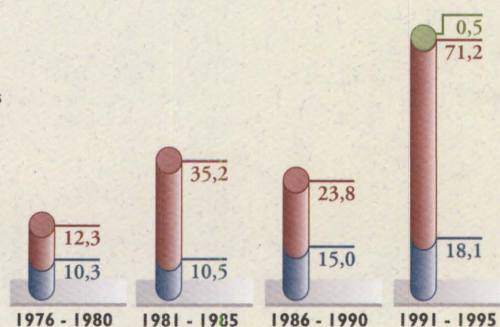
Les financements de la Banque Européenne d'Investissement (BEI) se sont élevés, de Lomé I à III, à près de 56 millions d'écus, dont 53 millions au titre des ressources propres de la Banque. Ils ont principalement contribué au développement des petites entreprises. Au titre de Lomé IV, la BEI a déjà accordé 46 millions d'écus de prêts sur ressources propres, notamment en faveur de la modernisation d'une raffinerie de pétrole, projet considéré comme prioritaire par le pays, qui s'ajoutent à plus de 4 millions d'écus de capitaux à risques.

Trinité et Tobago bénéficie également, dans le cadre du Protocole sur le Sucre de la Convention de Lomé, d'un quota annuel d'exportation vers le marché européen de 47 000 tonnes, dont les retombées peuvent être estimées à environ 20 millions d'écus, soit plus que la totalité du PIN.

FED + budget

dotations en millions d'écus
allocations in ECU million

budget
autres fed + bei
others fed + eib
pin (dotation pour 5 ans)
nip (enveloppe for 5 years)



développement rural/pêche
rural development/fishing
transport et communications
transport and communications
développement minier et industriel/PME
mine and industry development/SME's
ajustement structurel et appui à la
balance des paiements
structural adjustment and balance
of payments support



Trinidad and Tobago



Economic indicators

GNP per capita	3 830 ECU (1993)
Exports	172 473 000 ECU (1994)
oil and oil products	82%
Debt service / exports	na/nd

Social indicators

Population growth rate	1.01% (1995)
Primary schooling rate	96.6% (1995)
Urbanization rate	70.72% (1993)

Trinidad and Tobago is a twin-island state, to the south of Caribbean Sea, with its population concentrated on the main island of Trinidad and characterised by one of the greatest cultural diversities in the world. The country became independent in 1962 and has a parliamentary democratic regime.

Oil production, the main sector of the economy, brought the country's relative prosperity in the 1970s and in the early 1980s, but the falling of world prices and national production in the last 15 years led to a drop in oil earnings. This situation led the Government elected in 1991 to adopt in 1992 structural reforms.

Under Lomé I, II and III, Trinidad and Tobago received a total allocation of more than ECU 35 million of programmed aid for projects in water supply, road infrastructure, industrial equipment, rural development, tourism and trade promotion sectors, as well as in human resources development.

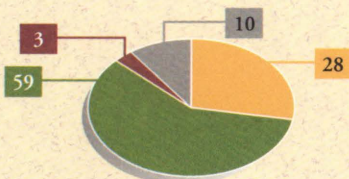
Regarding programmable resources made available under Lomé IV, the National Indicative Programme (NIP) funds amount to ECU 18.1 million, added to ECU 6.2 million under the Structural Adjustment Facility (SAF). Following a new definition of the new Government's development priorities, NIPs under Lomé III and IV were re-negotiated in 1993. This allowed the implementation of projects to start again. The reviewed NIPs focus on road rehabilitation, support for structural adjustment (in addition to SAF resources), as well as support to three programmes: youth agricultural credit and training programme, small business development programme and rural electrification programme. All these projects were rapidly adopted and are now underway.

Financing through the European Investment Bank amounted, from Lomé I to Lomé III, to about ECU 56 million, including ECU 53 million from its own resources. This has mainly contributed to small enterprises development. Under Lomé IV, the EIB has already allocated ECU 46 million in loans from its own resources to modernise an oil refinery, a project considered by the country to be a high priority, added to more than ECU 4 million of risk capital.

Trinidad and Tobago also benefits, in the framework of the Lomé Convention Sugar Protocol, from a yearly export quota of 47 000 tonnes to the European market, annual earnings of which may be estimated at about ECU 20 million (more than the total NIP).

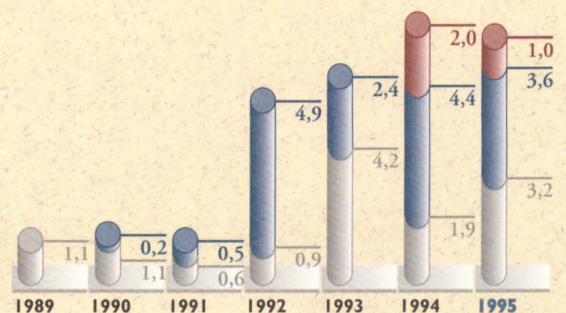
FED
EDF

répartition sectorielle du PIN
en % de la dotation totale
sectorial breakdown of NIP
% of the total envelope



FED
EDF

4-5-6-7
paiement par instrument
payments by instrument





Tuvalu

PACIFIQUE

PACIFIC



Indicateurs économiques

PNB par habitant
na/nd

Exportations
1 044 000 ECU (1994)
coprah

Service de la dette /
exportations
na/nd

Indicateurs sociaux

Taux de croissance
de la population
0% (1995)

Taux de scolarisation
primaire
na/nd

Taux d'urbanisation
na/nd

Tuvalu, dénommées autrefois «îles Ellice», est le plus petit Etat ACP membre de la Convention de Lomé, à laquelle il a adhéré après son indépendance acquise en 1978. L'archipel est composé de 9 atolls dispersés sur un espace de 1,3 million de km² dans l'Océan Pacifique. L'essentiel de ses terres ne dépassant pas 3,5 mètres au-dessus du niveau de la mer, le réchauffement climatique devient une sérieuse préoccupation à moyen terme.

Les ressources naturelles de Tuvalu sont extrêmement limitées. Ses terres sont très peu fertiles et un nombre réduit de plantes peuvent y être cultivées. Le coprah est le seul produit d'exportation et il n'y a aucun gisement minier significatif. Cependant, avec une Zone Economique Exclusive étendue, Tuvalu dispose d'un potentiel halieutique considérable qui, depuis les années 1980, ne représente cependant que 6% du PIB.

Durant les trois premières Conventions de Lomé, les secteurs de concentration de l'aide programmable (3,6 millions d'écus au total) ont été le développement rural, les infrastructures sociales et l'environnement. Les actions de développement rural prennent la forme de programmes de microprojets (construction de hangars de stockage pour le coprah; création de réservoirs d'eau et de bassins de réception de l'eau de pluie). Le second secteur de l'aide européenne concerne l'amélioration de la fourniture d'électricité à la population de la capitale, Funafuti. Un programme de protection des côtes est aussi soutenu par les fonds des PIN, afin de contrer les effets de l'érosion provoquée par les vagues.

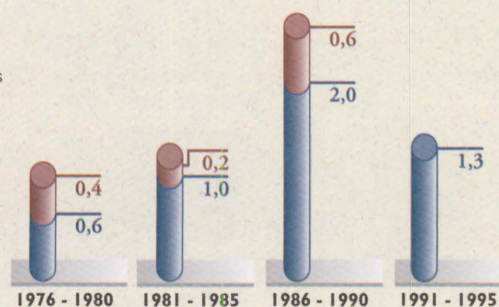
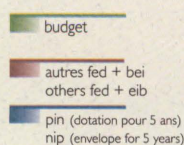
Dans le cadre de Lomé IV, l'essentiel des ressources du PIN (1,3 millions d'écus) sert à financer un programme d'importation de fuel.

En outre, 0,5 million d'écus a été prévu pour des interventions de la Banque Européenne d'Investissement (BEI) au titre des capitaux à risques.

Depuis 1979, Tuvalu reçoit régulièrement des transferts au titre du Stabex, pour le coprah.

FED + budget

dotations en millions d'écus
allocations in ECU million



ajustement structurel et appui à la
balance des paiements
structural adjustment and balance
of payments support

autres
others



Tuvalu **T**

Economic indicators	
GNP per capita	na/nd
Exports	1 044 000 ECU (1994) copra
Debt service / exports	na/nd
Social indicators	
Population growth rate	0% (1995)
Primary schooling rate	na/nd
Urbanization rate	na/nd

Tuvalu, the former Ellice Islands, is the smallest ACP Member State of the Lomé Convention, to which it acceded after independence in 1978. The archipelago is composed of 9 atolls, spread over 1.3 million km² in the Pacific Ocean. With all its land at less than 3.5 m above sea level, global warming is a serious medium term concern.

Tuvalu's natural resources are extremely limited. Its terrain is infertile and only a limited number of crops can be grown. Copra is the only export crop. There are no significant mineral deposits. With a huge Exclusive Economic Zone, fishing potential is considerable, though it accounted for only 6% of GDP throughout the 1980s.

Programme aid (ECU 3.6 million in all) focused in the first three Lomé Conventions on rural development, social infrastructure and the environment. Rural development actions took the form of microproject programmes (construction of copra warehouses, water tanks and rainwater receptacles). The second focus of European Union assistance was the improvement of electricity supply to the population of the capital Funafuti. A coastal protection programme is also funded through the NIP, which aims to counter the effects of erosion.

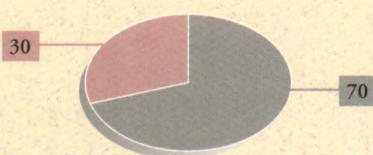
Under Lomé IV, the bulk of NIP resources (ECU 1.3 million) is being used to finance a fuel import programme.

Moreover, ECU 0.5 million may be made available through the European Investment Bank (EIB) in the form of risk capital.

Since 1979, Tuvalu has been a regular beneficiary of Stabex transfers in respect of copra.

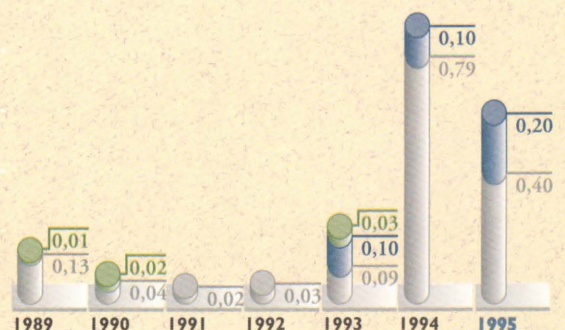
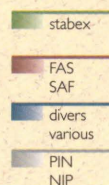
FED
EDF

répartition sectorielle du PIN
en % de la dotation totale
sectorial breakdown of NIP
% of the total envelope



FED
EDF 4-5-6-7

paiement par instrument
payments by instrument





Uganda

AFRIQUE DE L'EST ET
CORNE DE L'AFRIQUE

EASTERN AFRICA AND
HORN OF AFRICA

KM²

235 880



20 405 000

Indicateurs économiques

PNB par habitant
180 ECU (1993)

Exportations
128 281 000 ECU
(1994)
café 90%
peaux 3%

Service de la dette /
exportations
121,2% (1993)

Indicateurs sociaux

Taux de croissance
de la population
2,94% (1995)

Taux de scolarisation
primaire
80,9% (1995)

Taux d'urbanisation
11,98% (1993)

Indépendant depuis 1962, l'Ouganda est un pays enclavé, composé pour l'essentiel d'un vaste plateau d'altitude moyenne supérieure à 1000 m. La stabilité politique retrouvée en 1986, après deux décennies de désordres et de guerres civiles, a permis au pays de lancer un grand programme de reconstruction, préalable à tout développement.

Les perspectives de développement de l'Ouganda portent principalement sur le secteur agricole. Elles sont globalement positives, avec une production vivrière excédentaire et des possibilités réelles de diversification et de transformation. Le pays doit cependant faire face aux contraintes inhérentes à son enclavement, à de graves maladies endémiques telles que le SIDA et la malaria, et à la nécessité de reconstruire ses outils de production, son secteur privé, son système bancaire, ses infrastructures et ses structures administratives.

Dans le cadre des Conventions de Lomé, l'Union européenne participe activement aux efforts de reconstruction. Au titre de Lomé IV, le Programme Indicatif National (158,3 millions d'écus) accorde la priorité aux infrastructures économiques et sociales, aux ressources humaines, à la production rurale et à l'environnement. Par ailleurs, 46,7 millions d'écus ont été engagés au titre de la facilité d'appui à l'ajustement structurel et les transferts alloués au titre du Stabex atteignent 140 millions d'écus pour le café, le coton et les cuirs et peaux.

Un montant de 4,5 millions d'écus a également été alloué pour appuyer le processus de démocratisation. Les nombreux cofinancements en cours avec les ONG (près de 7 millions d'écus), portent essentiellement sur des actions de développement rural, en matière de santé ou à caractère social en faveur, notamment, des victimes du SIDA et des handicapés.

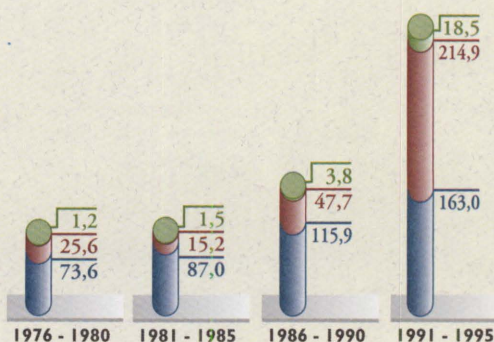
L'Ouganda joue un rôle régional important au sein de l'Organisation de l'Unité Africaine (OUA), du Marché commun de l'Afrique de l'Est et de l'Afrique Australe (COMESA), de l'Autorité intergouvernementale sur la Sécheresse et pour le Développement (IGADD) et de l'Organisation du Bassin de la Kagera (OBK).

En outre, plus de 20 millions d'écus (15 millions prévus) pour des interventions de la Banque Européenne d'Investissement au titre des capitaux à risques, ont déjà été engagés (prêts globaux à la Development Finance Company of Uganda et étude de faisabilité d'une installation d'extraction de cobalt).

FED + budget

dotations en millions d'écus
allocations in ECU million

budget
autres fed + bei
others fed + eib
pin (dotation pour 5 ans)
nip (enveloppe for 5 years)



environnement
environment
développement rural/pêche
rural development/fishing
transport et communications
transport and communications
développement minier et industriel/PME
mine and industry development/SMEs
secteurs sociaux
social sectors
ajustement structurel et appui à la
balance des paiements
structural adjustment and balance
of payments support
autres
others



Uganda



Economic indicators

GNP per capita
180 ECU (1993)

Exports
128 281 000 ECU
(1994)
coffee 90%
hides 3%

Debt service / exports
121.2% (1993)

Social indicators

Population growth rate
2.94% (1995)

Primary schooling rate
80.9% (1995)

Urbanization rate
11.98% (1993)

Independent since 1962, Uganda is a landlocked country which mainly consists of a huge plateau with an average altitude of over 1000 m. Political stability, which was re-established in 1986 after two decades of disorder and civil war, has allowed Uganda to launch a major programme of reconstruction, a prerequisite for future development.

Uganda's development prospects focus mainly on the agricultural sector. The outlook is generally positive, with surplus food production and real possibilities of diversification and transformation. The country must, however, face up to constraints due to the fact that it is landlocked, as well as serious endemic diseases such as AIDS and malaria and the need to rebuild production equipment, its private sector, the banking system, its infrastructure and administrative structures.

In the framework of the Lomé Conventions, the European Union participates actively in reconstruction efforts. Under Lomé IV, the National Indicative Programme of ECU 158.3 million focuses on economic and social infrastructures, human resources, rural production and the environment. ECU 46.7 million has been committed under the facility for structural adjustment support and Stabex transfers came to ECU 140 million for coffee, cotton, leather and hides.

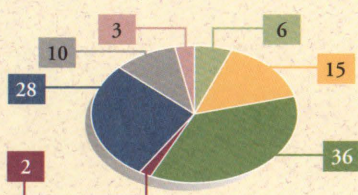
ECU 4.5 million was allocated to support the democratisation process. Numerous NGO projects are being funded (almost ECU 7 million), focusing mainly on rural development, health care and social concerns such as AIDS and the handicapped.

Uganda plays an important regional role within the Organisation of African Unity (OAU), The Common Market for Eastern and Southern Africa (COMESA), the Inter-Governmental Authority on Drought and for Development (IGADD) and the Kagera Basin Organisation (KBO).

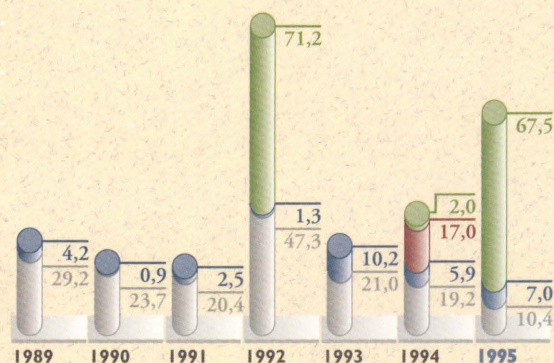
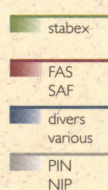
In addition, more than ECU 20 million (ECU 15 million were previously allocated) of European Investment Bank (EIB) interventions in the form of risk capital have already been committed (global loan to the Development Finance Company of Uganda and feasibility study for a cobalt extraction installation).

FED
EDF

répartition sectorielle du PIN
en % de la dotation totale
sectoral breakdown of NIP
% of the total envelope

FED
EDF 4-5-6-7

paiement par instrument
payments by instrument





Vanuatu

PACIFIQUE

PACIFIC



Indicateurs économiques

PNB par habitant
1 230 ECU (1993)

Exportations
16 238 000 ECU (1994)
coprah 44%
viande de bœuf 17%

Service de la dette /
exportations
4,7% (1993)

Indicateurs sociaux

Taux de croissance
de la population
2,42% (1995)

Taux de scolarisation
primaire
na/nd

Taux d'urbanisation
18,98% (1993)

Devenu indépendant en 1980, après plusieurs décennies de condominium franco-britannique (Nouvelles Hébrides), Vanuatu comprend plus de 70 îles et possède une Zone Economique Exclusive de plus de 960 000 km². Près de 18% de la population vit dans les deux plus grandes villes, la capitale Port Vila (sur Efate) et Luganville (sur Espiritu Santo). La langue nationale est le Bislamah, l'anglais et le français demeurant les langues du gouvernement et du commerce.

L'économie du pays repose essentiellement sur le secteur primaire avec le coprah, le cacao et la viande de bœuf comme principales exportations. Les exportations de bois sont actuellement soumises à restriction, à cause du caractère non-durable de l'exploitation des forêts. Un dynamique secteur des services financiers, situé au large de Vanuatu, contribue également au développement économique du pays.

L'aide de l'Union européenne a débuté dès l'indépendance et s'est concentrée, sous la Convention de Lomé I, au développement des zones rurales. Les Programme Indicatif Nationaux (PIN) de Lomé II et III (11,2 millions d'écus) sont restés axés sur le même secteur. Les principaux programmes financés ont été: des projets de développement de l'exploitation de la noix de coco, la formation dans le secteur de la pêche, la gestion forestière, le soutien aux petits éleveurs, l'accès aux zones rurales, et une étude sur les sites archéologiques ayant permis au pays d'avoir une meilleure connaissance de son patrimoine culturel.

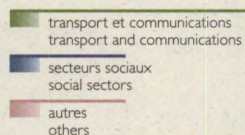
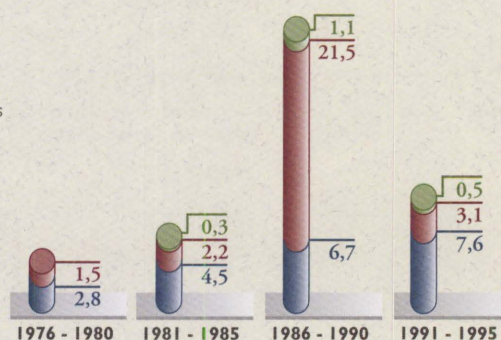
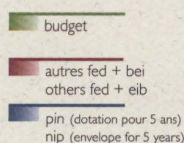
Sous la Convention de Lomé IV, les ressources du PIN (7,6 millions d'écus) poursuivent le soutien au secteur rural tout en privilégiant, au sein de ce secteur, la réalisation des infrastructures de base, dont la réhabilitation des écoles primaires rurales, avec la participation active des communautés locales. Plusieurs routes d'importance économique et sociale sont en construction dans les zones rurales.

Vanuatu a également reçu d'importants transferts au titre du Stabex pour compenser les pertes encourues par ses exportations de produits de base, principalement agricoles (24 millions d'écus depuis Lomé I).

En outre, 1 million d'écus a été prévu pour des interventions de La Banque Européenne d'Investissement (BEI) au titre des capitaux à risques.

FED + budget

dotations en millions d'écus
allocations in ECU million




Vanuatu

Economic indicators

 GNP per capita
1 230 ECU (1993)

 Exports
16 238 000 ECU (1994)
 copra 44%
 beef 17%

 Debt service / exports
4.7% (1993)
Social indicators

 Population growth rate
2.42% (1995)

 Primary schooling rate
na/nd

 Urbanization rate
18.98% (1993)

Independent in 1980, after several decades of Anglo-French condominium (New Hebrides), Vanuatu comprises more than 70 islands, and has an Exclusive Economic Zone of 960 000 km². Some 18% of the population live in the two largest towns, the capital Port Vila (on Efate) and Luganvillen (on Espiritu Santo). The national language is Bislamah with English and French as the languages of government and commerce.

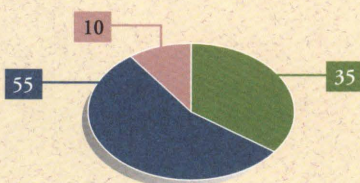
Vanuatu's economy relies principally on the primary sector with copra, cocoa and beef as the main agricultural exports. Timber exports are currently restricted because levels were felt to be environmentally unsustainable. A dynamic financial off-shore service sector is also contributing to the country's economic development.

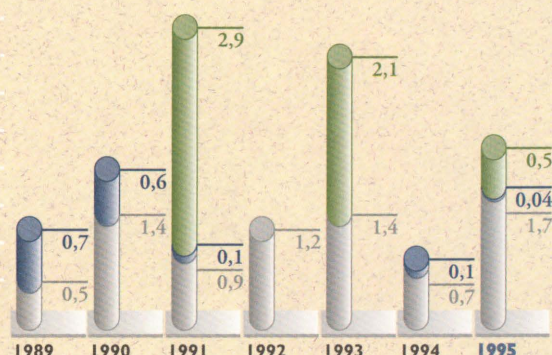
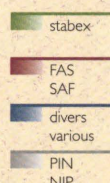
European Union assistance began with independence and concentrated on rural development under the Lomé I Convention. The following National Indicative Programmes (NIPs) under Lomé II and III (ECU 11.2 million), focused on the same sector. Programmes financed included a coconut development project, training in the fisheries sector, forestry management, livestock smallholder support, rural access roads, and archaeological site survey that enabled the country to have a fuller knowledge of its traditional heritage.

Under Lomé IV, resources from NIP (ECU 7.6 million) continue to support the rural sector. Emphasis is on basic infrastructure, particularly through rehabilitation of rural primary schools, and including the active participation of the local communities. Several economically and socially important rural roads are also to be built.

Vanuatu has also received considerable amounts in Stabex transfers for losses of earnings incurred by its main agriculture export commodities (ECU 24 million since Lomé I).

Moreover, ECU 1 million may be made available through European Investment Bank (EIB) intervention in the form of risk capital.

**FED
EDF**
répartition sectorielle du PIN
 en % de la dotation totale
sectorial breakdown of NIP
 % of the total envelope

**FED
EDF** 4-5-6-7

 paiement par instrument
 payments by instrument




Western Samoa

PACIFIQUE

PACIFIC

KM²

2 840



159 000

Indicateurs économiques

PNB par habitant
950 ECU (1993)

Exportations
2 888 000 ECU (1994)
huile végétale 22%

Service de la dette /
exportations
na/nd

Indicateurs sociaux

Taux de croissance
de la population
0% (1995)

Taux de scolarisation
primaire
na/nd

Taux d'urbanisation
58,54% (1993)

Les Samoa occidentales, considérées comme le centre de la culture polynésienne, sont formées de deux îles principales (Upolu et Savai'i) et de plusieurs petites îles. Ce sont les premières îles de la région du Pacifique Sud à avoir acquis une pleine indépendance en 1962. Un référendum a instauré le suffrage universel en 1990, bien qu'il ait été décidé par la même occasion que seuls les Matai seraient éligibles au parlement.

L'économie des Samoa occidentales est dominée par le secteur primaire, avec une agriculture de subsistance d'une importance cruciale. Les revenus procurés par les principaux produits d'exportation agricoles, (le coprah et l'huile de noix de coco), ont souffert de la chute des cours mondiaux et de l'impact de deux cyclones dévastateurs ces dernières années (Ofa en 1990, et Val en 1991). Des petites industries se sont cependant développées dans les secteurs de la transformation alimentaire et des pièces détachées.

Les Samoa occidentales restent dépendantes de l'aide étrangère et des revenus provenant de son importante communauté (environ 100000 personnes) d'émigrés, située principalement en Nouvelle Zélande et aux Etats-Unis.

Depuis la première Convention de Lomé (près de 29 millions d'aide programmée), l'aide de l'Union européenne a été concentrée sur le secteur énergétique. Trois centrales hydroélectriques ont été construites. La dernière centrale, la Afulilo HP, a été cofinancée par le gouvernement des Samoa occidentale et plusieurs donateurs (Banque Asiatique de Développement, Banque Mondiale, Australian Aid, BEI) dont le principal est l'Union Européenne.

Sous Lomé I et II, des projets visant à améliorer le petit cheptel, ainsi que la manutention et le stockage du coprah ont été soutenus.

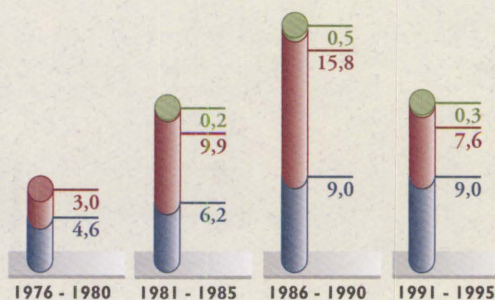
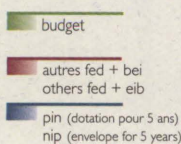
Tout au long des différentes Conventions de Lomé, les transferts Stabex effectués en compensation des pertes de recettes des exportations agricoles ont été importants (25 millions d'écus depuis Lomé I).

Le Programme Indicatif National de Lomé IV (9 millions d'écus) est axé sur le secteur social et contribue largement à un programme d'approvisionnement en eau dans les zones rurales.

En outre, au titre des capitaux à risques, la Banque Européenne d'Investissement (BEI) a mis 1,5 million d'écus à la disposition de la Banque de Développement des Samoa Occidentales pour le financement de petites et moyennes entreprises dans les domaines de l'industrie, de l'agro-industrie, des pêcheries, du tourisme, des transports et des infrastructures productives.

FED + budget

dotations en millions d'écus
allocations in ECU million



secteurs sociaux
social sectors

autres
others



Western Samoa



Economic indicators

GNP per capita
950 ECU (1993)

Exports
2 888 000 ECU (1994)
vegetable oil 22%

Debt service / exports
na/nd

Social indicators

Population growth rate
0% (1995)

Primary schooling rate
na/nd

Urbanization rate
58,54% (1993)

Western Samoa, considered to be the centre of Polynesian culture, consists of two main islands (Upolu and Savai'i) and several smaller ones. The country was the first South Pacific island to gain independence in 1962. Universal suffrage was approved by referendum in 1990, though it was also decided that only Matais should be eligible for parliament.

Western Samoa's economy is dominated by the primary sector, with subsistence agriculture of crucial importance. Revenues from the main agricultural exports (copra and coconut oil) have suffered in recent years from low world market prices and from the impact of two devastating cyclones (Ofa in 1990 and Val in 1991). A small manufacturing sector has developed, however, in food processing and spare parts.

Western Samoa still depends on foreign aid and remittances from its large emigrant community (approximately 100000 people), mainly living in New Zealand and in the United States.

European Union assistance has been concentrated mainly in the energy sector ever since the first Lomé Convention (almost ECU 29 million of programmed aid). Three hydro-electric power plants have been built. The last one, the Afulilo HP Plant, was cofinanced by the Western Samoan Government and several donors (Asian Development Bank, World Bank, Australian Aid, EIB), with the European Union being one of the major ones.

Under Lomé I and II, projects for small livestock improvement and storage and handling of copra were funded.

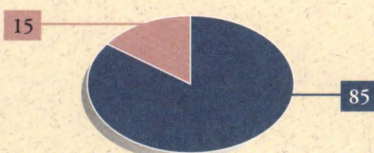
Stabex transfers for losses of earnings incurred by agricultural exports have been significant under all Lomé Conventions (ECU 25 million since Lomé I).

The Lomé IV National Indicative Programme (ECU 9 million) is focused on the social sector, a large part of which to go to a rural water supply programme.

In addition, ECU 1.5 million has been made available by the European Investment Bank (EIB) to the Development Bank of Western Samoa, in the form of risk capital, for financing small and medium-sized enterprises in industry, agro-industry, fisheries, tourism, transport and productive infrastructures.

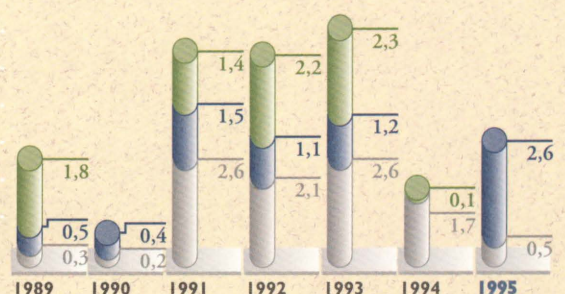
FED
EDF

répartition sectorielle du PIN
en % de la dotation totale
sectorial breakdown of NIP
% of the total envelope



FED
EDF 4-5-6-7

paiement par instrument
payments by instrument





Zaïre

AFRIQUE CENTRALE

CENTRAL AFRICA

2 344 860

43 814 000

Indicateurs économiques

PNB par habitant
na/nd

Exportations
305 361 000 ECU
(1994)
cuivre 47%
diamants 11%

Service de la dette /
exportations
na/nd

Indicateurs sociaux

Taux de croissance
de la population
3,15% (1995)

Taux de scolarisation
primaire
76,3% (1995)

Taux d'urbanisation
28,7% (1993)

Immense pays équatorial couvert d'une végétation luxuriante et parcouru par de larges fleuves (14 000 km de voies navigables), le Zaïre dispose de ressources énergétiques, minérales et végétales exceptionnelles. Malgré ce très fort potentiel de développement, le pays traverse depuis 1986, une crise profonde marquée par une détérioration constante de la situation économique, financière et sociale due à des facteurs externes (baisse des cours mondiaux) et à des politiques internes inadéquates.

Cette crise a entraîné notamment une chute de 27% du PNB par habitant sur la période 1978-1990, et une hyper-inflation qui a sapé les bases de l'économie formelle.

Les blocages survenus dans le processus de démocratisation lancé en 1990, ont amené l'Union européenne à suspendre ses programmes de coopération avec le pays en janvier 1992, à l'exception de l'aide humanitaire.

Depuis lors, l'Union européenne a alloué au Zaïre 236 millions d'écus au titre de l'aide d'urgence, de l'aide alimentaire et des cofinancements avec les organisations non-gouvernementales (ONG), et des programmes de réhabilitation, ce qui la place au premier rang des donateurs de la communauté internationale. Cette aide, qui provient à la fois des ressources de Lomé III, de Lomé IV et du budget de l'UE, bénéficie directement aux couches les plus défavorisées de la population ainsi qu'aux populations affectées par les troubles internes.

La coopération avec le Zaïre remonte au premier Fonds Européen de Développement (FED) de 1958, et s'est formellement inscrite dans le cadre conventionnel de Yaoundé, puis de Lomé, après l'accession à l'indépendance du pays, en 1960. Le Zaïre a dans le passé bénéficié de financements significatifs: sur les cinq premiers FED, l'aide programmable s'est élevée à un total de 420 millions d'écus, et a été consacrée aux infrastructures, à l'agriculture, au secteur minier, à l'énergie et à l'éducation. De plus, deux interventions au titre du Sysmin ont représenté plus de 70 millions d'écus.

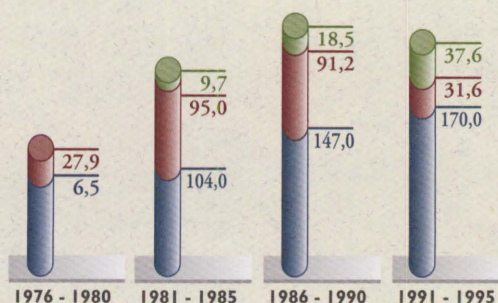
Avec le Programme Indicatif National de Lomé III (166,5 millions d'écus), deux grands programmes de développement rural intégré et un programme de santé ont été mis en œuvre, qui font une place importante à la coopération décentralisée (participation directe des collectivités locales, des communautés de base et des ONG aux actions de développement).

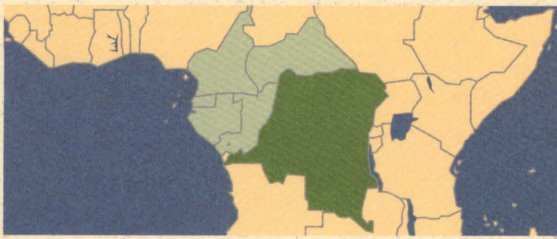
Le Programme Indicatif National de Lomé IV (170 millions d'écus) n'a pu encore, à ce jour, être signé entre les partenaires en raison de la suspension de la coopération.

FED + budget

dotations en millions d'écus
allocations in ECU million

budget
autres fed + bei
others fed + eib
pin (dotation pour 5 ans)
nip (envelope for 5 years)



Zaire **Z**

Economic indicators

GNP per capita
na/nd

Exports
305 361 000 ECU
(1994)
copper 47%
diamonds 11%

Debt service / exports
na/nd

Social indicators

Population growth rate
3.15% (1995)

Primary schooling rate
76.3% (1995)

Urbanization rate
28.7% (1993)

A huge equatorial country covered with luxuriant vegetation and criss-crossed by wide rivers (14 000 km of navigable waterways), Zaire has exceptional energy, mineral and vegetable resources. But despite this great development potential, the country has gone through a deep crisis since 1986, marked by a constant deterioration of its economic, financial and social situations. This is due to external factors (fall in world commodity prices) and inadequate internal policies.

This crisis led in particular to a 27% fall in GNP per capita over the period 1978-90, and hyperinflation which has weakened the bases of the formal economy.

The democratisation process launched in 1990 has suffered setbacks, and this caused the European Union to suspend its cooperation programmes with the country in January 1992, with the exception of humanitarian aid.

Since then, the European Union has granted ECU 236 million for emergency aid, food aid and co-financing with non-governmental organisations (NGOs) and rehabilitation programmes, which makes it one of the international community's main donors. This aid, which comes from both the resources of Lomé III, Lomé IV and the EU's budget, directly benefits the population's most disadvantaged groups, as well as those populations affected by the domestic troubles.

Cooperation with Zaire dates back to the first European Development Fund (EDF) in 1958, and formally comes within the Conventions of Yaoundé, followed by Lomé, after the country's achievement of independence in 1960. In the past, Zaire benefited from significant aid: from the first five EDFs, programmable aid totalled ECU 420 million, which was devoted to infrastructure, agriculture, the mining industry, energy and education. Moreover, two interventions under Sysmin represented more than ECU 70 million.

With the Lomé III National Indicative Programme (ECU 1 66.5 million), two large integrated rural development programmes and health programmes were implemented, focusing in particular on decentralised cooperation (direct participation by local authorities, grassroots communities, and NGOs in development actions).

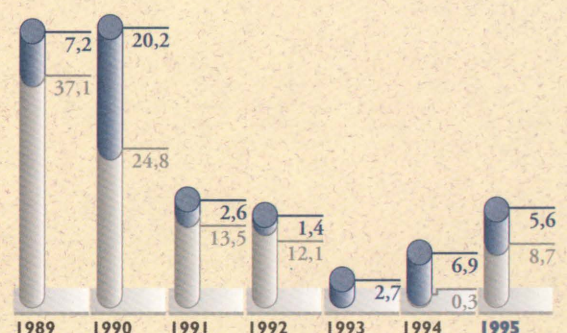
The Lomé IV National Indicative Programme (ECU 170 million) has still not been signed by the partners, due to the suspension of cooperation.

FED
EDF

répartition sectorielle du PIN
en % de la dotation totale
sectorial breakdown of NIP
% of the total envelope

FED
EDF 4-5-6-7

paiement par instrument
payments by instrument





Zambia

AFRIQUE DE L'EST ET
CORNE DE L'AFRIQUE
EASTERN AFRICA AND
HORN OF AFRICA

KM² 752 610

9 381 000

Indicateurs économiques

PNB par habitant
380 ECU (1993)

Exportations
132 455 000 ECU
(1994)
cuivre 85%

Service de la dette /
exportations
32,8% (1993)

Indicateurs sociaux

Taux de croissance
de la population
2,73% (1995)

Taux de scolarisation
primaire
91,6% (1995)

Taux d'urbanisation
42,06% (1993)

Pays enclavé, fortement urbanisé (près de la moitié de la population vit dans les villes), la Zambie est devenue indépendante en 1964. L'économie zambienne est en déclin depuis les années 1970 en raison de la chute des cours mondiaux du cuivre et d'une diminution de sa production – le pays tire encore du cuivre plus de 80% de ses recettes d'exportation –, de difficultés de gestion de l'économie et d'un endettement croissant. Le gouvernement élu en 1991 a rapidement entrepris des réformes économiques et politiques qui ont permis de réaliser d'importants progrès dans les domaines de l'ajustement structurel et de la libéralisation de l'économie.

Sous les Conventions de Lomé précédentes, l'aide européenne s'est largement concentrée sur l'agriculture et le développement rural.

Le Programme Indicatif National de Lomé IV, de 110,7 millions d'écus, a axé son aide sur l'amélioration des infrastructures routières, la promotion d'autres exportations que le cuivre et les infrastructures sociales. En plus de ces fonds, 96,5 millions d'écus au titre de la Facilité d'Ajustement Structurel (FAS), y inclus les activités dans le cadre de l'initiative transfrontières (CBI), et 60 millions d'écus provenant du Sysmin ont été alloués, sous Lomé IV, pour soutenir le programme de réformes économiques entrepris par le gouvernement.

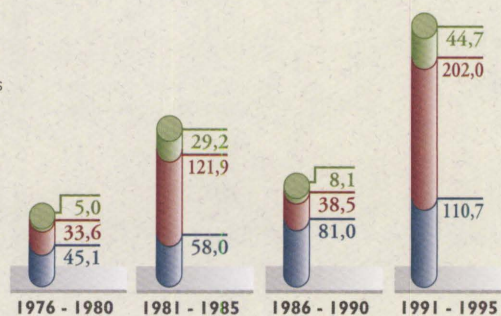
La Zambie a également reçu 1,2 million d'écus pour assister les réfugiés angolais et zairois qu'elle accueille sur son territoire. La Zambie a bénéficié d'interventions importantes de la Banque Européenne d'Investissement: près de 42 millions d'écus ont été accordés sur ses ressources propres sous Lomé I et II, et près de 30 millions d'écus au titre des capitaux à risques sous Lomé I, II et III. Sous Lomé IV, les interventions au titre des capitaux à risques s'élèvent à 36,5 millions d'écus et concernent le secteur textile, les produits pharmaceutiques, la production de fleurs, les PME et le pipeline de Tazama.

Plusieurs actions importantes ont aussi été financées sur le budget de l'Union européenne, dont une aide alimentaire de 44 millions d'écus en réponse à la sécheresse dramatique qui a frappé le pays en 1991-1992 ainsi que, par la suite, celle de 1995.

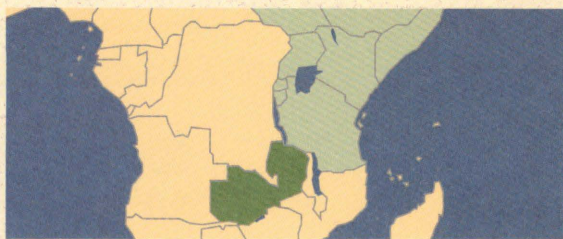
FED + budget EDF

dotations en millions d'écus
allocations in ECU million

budget
autres fed + bei
others fed + eib
pin (dotation pour 5 ans)
nip (envelope for 5 years)



environnement
environment
développement rural/pêche
rural development/fishing
transport et communications
transport and communications
développement minier et industriel/PME
mine and industry development/SME's
secteurs sociaux
social sectors
ajustement structurel et appui à la
balance des paiements
structural adjustment and balance
of payments support
autres
others



Zambia

Z

Economic indicators

GNP per capita
380 ECU (1993)

Exports
132 455 000 ECU
(1994)
copper 85%

Debt service / exports
32.8% (1993)

Social indicators

Population growth rate
2.73% (1995)

Primary schooling rate
91.6% (1995)

Urbanization rate
42.06% (1993)

Zambia is a landlocked, highly urbanised country (nearly half the population live in towns) which gained independence in 1964. The Zambian economy had been in decline since the early 1970s as a result of the slump in copper prices and a fall in copper output (copper still accounts for 80% of Zambia's exports), difficulties in economic management and increasing indebtedness. The new Government elected in 1991 immediately introduced economic and political reforms. Progress has since then been made in structural adjustment and liberalisation of the economy.

European Union assistance to Zambia under the previous Lomé Conventions concentrated largely on agriculture and rural development.

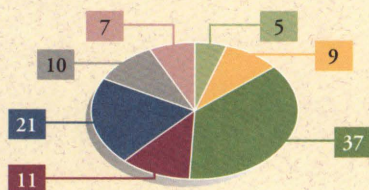
The Lomé IV National Indicative Programme of ECU 110.7 million has focused its assistance on the improvement of road infrastructure, the promotion of non-copper exports and the improvement of social infrastructure. In addition to the funds made available under the National Indicative Programme, ECU 96.5 million from the Structural Adjustment Facility (SAF), inclusive of the Cross Border Initiative (CBI) and ECU 60 million from Sysmin funds, have been allocated under Lomé IV to assist the Government's economic recovery programme. ECU 1.2 million has also been allocated to assist Angolan and Zairian refugees inside Zambia.

Zambia has benefited from the European Investment Bank's significant interventions: almost ECU 42 million has been allocated from its own resources under Lomé I and II, and around ECU 30 million in the form of risk capital under Lomé I, II and III. Under Lomé IV, intervention in the form of risk capital amounted to ECU 36.5 million for the textile sector, pharmaceutical products, flower production and the Tazama pipeline.

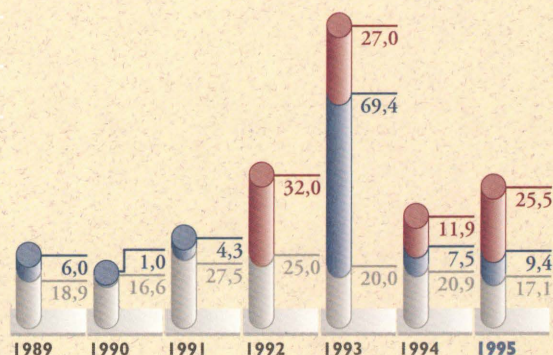
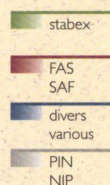
Important actions have been financed from EU budget funds, including ECU 44 million of food aid to Zambia in response to the severe drought which affected the country in 1991/1992 and the further drought in 1995.

FED
EDF

répartition sectorielle du PIN
en % de la dotation totale
sectorial breakdown of NIP
% of the total envelope

FED
EDF 4-5-6-7

paiement par instrument
payments by instrument





Zimbabwe

AFRIQUE AUSTRALE

SOUTHERN AFRICA

390 760

11 536 000

Indicateurs économiques

PNB par habitant
520 ECU (1993)

Exportations
347 312 000 ECU
(1994)
cuivre 85%

Service de la dette /
exportations
32,31% (1993)

Indicateurs sociaux

Taux de croissance
de la population
2,86% (1995)

Taux de scolarisation
primaire
122,8% (1995)

Taux d'urbanisation
30,66% (1993)

Depuis son accession à l'indépendance, en 1980, le Zimbabwe connaît une grande stabilité politique. En partie grâce à ses richesses naturelles, il possède l'économie la plus diversifiée et la plus industrialisée des Etats ACP d'Afrique australe. Le sous-sol recèle plus de 40 métaux et minéraux dont l'or, le nickel, le cuivre et les pierres précieuses. Défavorisé par un climat très aride, le pays connaît des périodes de sécheresse régulières, mais en temps normal les terres arables donnent des excédents appréciables.

La coopération formelle entre le Zimbabwe et l'Union européenne a démarré sous la Convention de Lomé II, mais le pays a auparavant bénéficié d'aides humanitaires sur financement du budget européen, qui ont servi à la réinstallation de réfugiés ou de personnes déplacées victimes de guerre civile. Sous Lomé II et III, les fonds programmés (126 millions d'écus) ont permis de poursuivre ces actions et d'appuyer également le développement rural.

Le Programme Indicatif National de Lomé IV, doté de 91,5 millions d'écus, maintient la priorité au développement rural et aux actions visant à générer une augmentation des revenus individuels. Une grande partie des ressources est ainsi consacrée au développement de la production de légumes et de fruits, à l'aménagement du territoire en améliorant le réseau de distribution d'eau dans certaines régions, et à la prévention dans le domaine de la santé animale grâce aux efforts entrepris dans la formation vétérinaire. L'originalité du Programme indicatif réside également dans l'importance accrue donnée aux initiatives locales de développement, grâce à un montant de 24 millions d'écus destiné à financer des programmes de microprojets.

L'appui au programme d'ajustement structurel lancé en 1991 atteindra 60 millions d'écus sous Lomé IV (1991-1995), dont 36 millions au titre de la Facilité d'Ajustement Structurel (FAS) et 24 millions provenant du PIN. Cependant le programme a été interrompu en 1995, et 29 millions d'écus ne sont pas encore décaissés.

Le Zimbabwe a été, et demeure, un important bénéficiaire d'interventions de la Banque Européenne d'Investissement. Les premiers prêts accordés au pays remontent à Lomé II (35 millions d'écus sur les ressources propres de la Banque et 3,6 millions d'écus au titre des capitaux à risques). Sous Lomé III, quatre autres prêts totalisant 70 millions d'écus ont été accordés sur ressources propres. Sous Lomé IV, la BEI a augmenté ses interventions (120 millions d'écus sur ressources propres et 10,6 millions d'écus au titre des capitaux à risques) en accordant davantage d'attention au secteur privé.

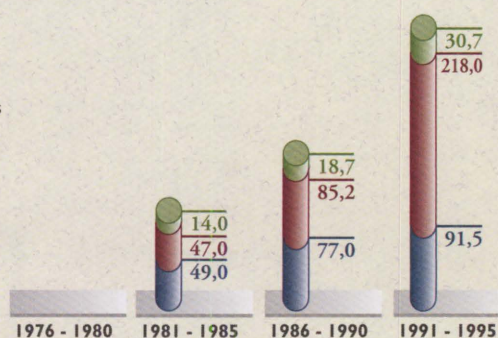
Sur le plan commercial, les exportations du Zimbabwe vers l'Union européenne ont donné lieu à un excédent commercial de plus de 100 millions d'écus en 1993. Les principaux produits exportés sont le tabac (30%), les minerais (30% dont l'or, le nickel, le ferro-silicium) et le coton.

En ce qui concerne la viande bovine, le Zimbabwe dispose d'un quota d'exportation dans le cadre du Protocole spécial de Lomé IV, qui était augmenté de 1642 tonnes, passant à 10 742 tonnes en 1995.

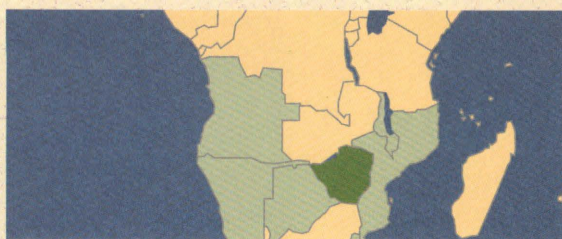
FED EDF + budget

dotations en millions d'écus
allocations in ECU million

budget
autres fed + bei
others fed + eib
pin (dotation pour 5 ans)
nip (envelope for 5 years)



environnement
environment
développement rural/pêche
rural development/fishing
développement minier et industriel/PME
mine and industry development/SMEs
secteurs sociaux
social sectors
ajustement structurel et appui à la
balance des paiements
structural adjustment and balance
of payments support



Zimbabwe



Economic indicators

GNP per capita
520 ECU (1993)

Exports
347 312 000 ECU (1994)
copper 85%

Debt service / exports
32.31% (1993)

Social indicators

Population growth rate
2.86% (1995)

Primary schooling rate
122.8% (1995)

Urbanization rate
30.66% (1993)

Since achieving independence in 1980, Zimbabwe has experienced great political stability. Partly due to its natural resources, it has the most diverse and industrialised economy of any Southern African ACP State. Mineral resources include over 40 metals and minerals, such as gold, nickel, copper and gems. The country has a very arid climate and regularly suffers periods of drought, whereas in normal weather the arable land produces significant surpluses.

Formal cooperation between Zimbabwe and the European Union began under the Lomé II Convention. However, the country had already benefited from humanitarian aid under the European budget financing, used for the resettlement of refugees or displaced persons that had been the victims of civil war. Under Lomé II and III, the programmed funds (ECU 126 million) helped implement these actions and also supported rural development.

The Lomé IV National Indicative Programme, with an ECU 91.5 million budget, gives priority to rural development and actions to generate an increase in individual revenue. A large part of the resources is therefore devoted to the development of fruit and vegetable production, to national and local development by improving the water distribution network in some regions, and to prevention in the field of animal health, thanks to efforts undertaken in veterinary training. The Indicative Programme's originality also lies in the greater importance accorded to local development initiatives, with ECU 24 million to finance microproject programmes.

ECU 60 million has been allocated under Lomé IV in support of the structural adjustment programme launched in 1991, including ECU 36 million from the Structural Adjustment Facility (SAF) and ECU 24 million from the NIP. However, as the programme was declared off-track in 1995, ECU 29 million have not yet been disbursed.

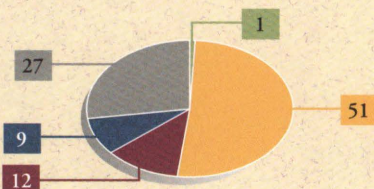
Zimbabwe has been an important beneficiary of the European Investment Bank's intervention. The first loans given to the country date back to Lomé II (ECU 35 million from the Bank's own resources and ECU 3.6 million in the form of risk capital). Under Lomé III, four other loans amounting to ECU 70 million have been granted from the Bank's own resources. Under Lomé IV, the EIB has committed ECU 120 million from its own resources and ECU 10.6 million in the form of risk capital.

In commercial terms, Zimbabwe's exports to the European Union resulted in a commercial surplus of more than ECU 100 million in 1993. The main exported products are tobacco (30%), minerals (30% including gold, nickel, ferro-silicon) and cotton.

As for beef trade, Zimbabwe's export quota under the Lomé IV special Protocol was raised by 1,642 tonnes to a total of 10,742 tonnes in 1995.

FED EDF

répartition sectorielle du PIN
en % de la dotation totale
sectorial breakdown of NIP
% of the total envelope



FED EDF 4-5-6-7

paiement par instrument
payments by instrument

